



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 18 septembre 2023

EN RÉSUMÉ

MERCREDI 20 SEPTEMBRE

- Mme Aurore BERGE, ministre des Solidarités et des Familles, a participé à la séance du Conseil national consultatif des personnes handicapées et du Conseil Interministériel du Handicap.

JEUDI 21 SEPTEMBRE

- M. Aurélien ROUSSEAU, ministre de la Santé et de la Prévention, a participé à Bordeaux au congrès de la Fédération de l'hospitalisation privée.
- Mme Agnès FIRMIN LE BODO, ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé, a participé à une table ronde sur les violences et incivilités organisée par l'Union régionale des professionnels de santé chirurgiens-dentistes d'Ile-de-France, puis s'est entretenue avec Mmes Manon MOREL, présidente de la Fédération nationale des étudiants en sciences infirmières et Pauline BOURDIN, vice-présidente, avant de participer à Bordeaux aux Rencontres de la Fédération de l'hospitalisation privée.

VENDREDI 22 SEPTEMBRE

- Mme Agnès FIRMIN LE BODO, ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé, est intervenue devant les directeurs généraux des Agences régionales de santé réunis en séminaire de travail, en présence de Mme Fadila KHATTABI, ministre déléguée chargée des Personnes handicapées.

Nominations

Mme Capucine GREGOIRE, inspectrice des finances, est nommée conseillère financement, protection sociale et produits de santé au cabinet de M. Aurélien ROUSSEAU, ministre de la Santé et de la Prévention.

Mme Charlotte PARMENTIER-LECOCQ, députée (Renaissance) du Nord, a été élue à la présidence de la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale.

M. Jérôme GOEMINNE, jusqu'alors directeur général du groupement hospitalier Cœur Grand Est et par ailleurs président du Syndicat des managers publics de santé, a été nommé directeur du Grand Hôpital de l'Est Parisien.

M. Grégory EMERY, médecin en santé publique, ancien collaborateur de M. Edouard PHILIPPE, M. Olivier VERAN et de Mme Agnès BUZYN, directeur général adjoint de la santé, s'est vu confier cette direction générale.

Mme Isabelle ADENOT, ancienne présidente du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens, démissionne du Collège de la Haute Autorité de santé (HAS)

Mme Suzanne VON COESTER, conseillère d'Etat, ancienne directrice des affaires juridiques de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, devrait être nommée présidente adjointe de la section sociale du Conseil d'Etat.

Mme Nathalie BELTZER, jusqu'alors responsable de l'unité traumatismes, maladies neurodégénératives de Santé Publique France, va se voir confier la direction de l'Observatoire régional de la Santé d'Ile-de-France.

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

- Moselle / Hôpitaux :** L'agence régionale de santé (ARS) Grand Est a activé le plan blanc en Moselle pour faire face à une situation tendue dans les hôpitaux du département en raison d'un manque de personnel. Si besoin, les établissements situés dans les départements voisins pourront être sollicités.
- Covid / Vaccination :** Le ministre de la Santé et de la Prévention Aurélien ROUSSEAU a annoncé vendredi avancer la campagne de vaccination de deux semaines, du 17 septembre au 2 octobre, comme le recommande le Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires (Covars). A partir du 17 octobre reste prévu le déclenchement parallèle de la campagne de vaccination contre la grippe.
- Médecins / Grèves :** Rejoints par la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), les syndicats représentatifs des médecins libéraux appellent désormais généralistes et spécialistes à la grève dès le 13 octobre, pour la plupart de manière "illimitée", réclamant en particulier la hausse du tarif des consultations. Le gouvernement doit "investir pour rendre attractifs" ces métiers, a déclaré la CSMF après l'échec des négociations conventionnelles avec l'Assurance maladie l'hiver dernier et la proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels.
- Infirmiers / Conseil d'Etat :** Six organisations de professionnels, étudiants et écoles, ont annoncé avoir déposé un recours devant le Conseil d'Etat contre l'arrêté du 3 juillet ouvrant la possibilité pour les aides-soignantes justifiant d'au moins trois ans d'expérience à temps plein sur les cinq dernières années et "sélectionnées par la voie de la formation professionnelle continue", d'intégrer "directement la deuxième année de formation d'infirmier", après un "parcours spécifique de formation de trois mois validé". Mis en place en février 2024 dans certaines écoles, ce parcours raccourci va aussi "à l'encontre" de la logique de "montée en compétences" et "d'universitarisation" engagé par le gouvernement, qui a promis une refonte de la formation infirmière pour septembre 2024, ont observé plusieurs participants.
- PLFSS / Comptes de Ségur :** Le gouvernement prévoit une progression de 3,2% de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) en 2024, ont indiqué des sources parlementaires concordantes à l'issue des "Comptes de Ségur".
- PLFSS / antibiotiques :** La délivrance à l'unité va être rendue obligatoire pour certains antibiotiques qui connaissent des tensions en matière d'approvisionnement, une mesure destinée à lutter contre les pénuries et l'antibiorésistance, a annoncé hier une source proche du dossier à l'approche de la présentation du projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2024.